Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011

Margaret Maruani et Monique Méron. Paris : Éditions La Découverte, 2012, 230 p.

Lôouvrage de Margaret Maruani et Monique Méron est lôaboutissement dôune recherche de grande ampleur sur lôhistoire du travail, de lôemploi et du chômage des femmes en France au cours du XX^e^ siècle. Il constitue un apport original aux recherches sur ce thème publiées par les historiens et les historiennes du travail et en particulier au travail de Sylvie Schweitzer qui, en son temps, avait permis de contrer une idée répandue selon laquelle les femmes nôauraient travaillé que depuis la seconde moitié du XX^e^ siècle[1]. Lôoriginalité de lôentreprise est dôavoir combiné dans une perspective historique une approche à la fois statistique et sociologique. Lôouvrage est fondé en premier lieu sur une analyse rigoureuse des données des recensements de 1901 à 2011 et de diverses enquêtes sur lôemploi pour la fin du XX^e^ siècle. Le rassemblement de ces données constitue en soi une source de première importance pour quiconque sôintéresse à la question du travail des femmes. Mais lôouvrage ne se contente pas de fournir des chiffres et de les mettre à disposition des lecteurs, il interroge la construction de ces données, tente de leur donner un sens, au regard du contexte dans lequel les chiffres ont été produits, diffusés, analysés et interprétés. « Compter le nombre de femmes au travail dans la France du XX^e^ siècle, et conter lôhistoire de ces chiffres », telle est lôambition que se sont donnée les auteures, toutes deux bien connues pour leur contribution à la connaissance du travail des femmes et à la diffusion des études de genre. Les compétences complémentaires de ces deux auteures sont bien mises à profit pour déjouer les pièges dôune lecture superficielle et peu critique des données brutes. En débusquant les logiques de production des recensements, et les principes qui ont présidé à lôélaboration des catégories de travail, dôemploi, de chômage, ainsi quôà lôélaboration de la définition des métiers et des professions, elles dressent une véritable histoire des conventions statistiques relatives au travail des femmes pendant un siècle.

Deux idées fortes structurent lôouvrage : le changement de nature du travail des femmes au cours du siècle avec le développement progressif du salariat féminin dôune part, et son corollaire, lôaccès des femmes aux droits sociaux attachés à leur travail dôautre part. Lôouvrage met ainsi en évidence la contribution des femmes à lôactivité économique, la remarquable constance de leur « activité laborieuse » en dépit des récessions et des crises qui ont pu affecter le marché du travail, en dépit aussi des guerres qui ont marqué ce siècle. Les auteures dévoilent « lôillusion dôoptique statistique » qui a pu masquer lôextraordinaire continuité de lôactivité professionnelle des femmes au long de la période considérée. Au-delà des changements de définition des catégories statistiques de référence dans les recensements et les enquêtes sur lôemploi, et en dépit des crises de toutes sortes qui ont scandé le XX^e^ siècle, les femmes ont toujours constitué au moins un tiers de la population active, atteignant désormais près de la moitié de celle-ci. Et, au-delà de la question du nombre, du « comptage », les auteures analysent de manière méticuleuse et convaincante les fluctuations de la division sexuée du travail, donnant à voir lôévolution spectaculaire des métiers et des professions que les femmes exercent ou ont exercés dans le passé.

Lôouvrage comporte quatre parties, toutes illustrées de tableaux et de graphiques méticuleusement sélectionnés et accessibles même aux lecteurs les moins initiés. Chaque partie comporte des encadrés

[1] Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e^ et XX^e^ siècles.* Paris : Odile Jacob, 2002.

fort utiles pour situer les évolutions observées dans les recensements dans le contexte plus large des changements législatifs et politiques qui ont marqué la période.

Après une introduction fixant les questions de définition et de méthode relatives à la mesure et à lôobservation du travail et de lôactivité, la première partie est consacrée à « planter le décor », côest-à-dire à répertorier les variations des conventions statistiques tout au long de la période étudiée. Les auteurs rappellent que les statisticiens sôétaient interrogés, dès le recensement de 1901, sur les définitions possibles du travail des femmes (on parlait de travail féminin), et sur sa mesure. Ils justifiaient la nécessité de données « sexuées » par la difficulté de cerner la « vraie nature du travail des femmes ». Cette question a traversé tout le siècle, et continue de susciter interrogations et débats, concernant notamment la reconnaissance comme travail de lôactivité réalisée dans la sphère domestique, au service des enfants et des membres de la famille. Cette activité qui, bien que non prise en compte dans la comptabilité nationale, nôen est pas moins productrice de biens et de services qui ont une valeur économique. Les recherches anglo-saxonnes ont été particulièrement traversées par ce débat, faisant une distinction entre *paid work* et *unpaid work*, reconnaissant implicitement lôactivité domestique et familiale comme travail. En France, les aléas de la catégorie « aides familiales » attestent bien des fluctuations du regard porté sur la question de lôactivité laborieuse exercée dans lôenceinte de la famille. Partant des changements de définition des catégories statistiques de travail et dôemploi, les auteurs mettent en exergue lôeffet de ces changements sur la mesure du travail des femmes et sur sa conceptualisation au profit dôune conceptualisation essentiellement marchande. Le cas des agricultrices est à cet égard très éclairant.

La deuxième partie traite des comportements dôactivité des femmes et de leurs transformations au cours du XX^e^ siècle. Elle mobilise les catégories dôâge et de sexe pour différencier les comportements dôactivité des femmes et des hommes au cours du cycle de vie active. Non seulement les taux dôactivité professionnelle des hommes sont plus élevés que ceux des femmes, mais ces taux sont aussi moins sensibles aux événements familiaux, en particulier au nombre et à lôâge des enfants. Les courbes dôactivité selon lôâge des femmes ont été lôinstrument majeur de lôanalyse des transformations de cette activité. La discontinuité a longtemps caractérisé lôactivité professionnelle des femmes, avec les effets que lôon sait sur les carrières des femmes, sur les inégalités de salaires et sur les écarts de pensions de retraite avec les hommes. Si cette discontinuité est aujourdôhui fortement atténuée, voire résiduelle, elle nôen continue pas moins à produire des inégalités substantielles au regard de lôemploi et des droits sociaux. De fait, lôeffet de la maternité sur lôactivité professionnelle des femmes se mesure moins en termes dôinterruption dôactivité quôen termes de réduction du temps consacré à cette activité. Les auteures explorent ici une question récurrente : lôactivité professionnelle des femmes est-elle vraiment tributaire de leur vie familiale ? La réponse à cette question passe par un examen minutieux des courbes dôactivité par âge des hommes et des femmes depuis 1901 afin de tester lôhypothèse dôune « spécificité féminine » au regard du travail et de lôemploi. Elles observent que cette spécificité nôa pas affecté tous les pays de la même manière au même moment (encadré 3, p. 68). Elles observent enfin les fluctuations conjoncturelles de la participation des femmes au marché du travail, et notamment « la parenthèse des années 1950-1970 » (p. 74), période au cours de laquelle lôécart dôactivité professionnelle entre femmes et hommes est particulièrement marqué.

Après lôactivité et lôemploi, la troisième partie traite des diverses formes de privation dôemploi, partielles ou totales, ponctuelles ou durables, nées de « lôeffritement de la société salariale » décrite par Robert Castel[2] et des périodes de récession économique qui ont affecté le marché du travail.

[2] Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.* Paris : Fayard, 1995.

Comme dans les deux premières parties, la question du repérage statistique est ici cruciale. La reconstitution statistique nôen est que plus problématique lorsquôil sôagit de mesurer le chômage, le sous-emploi et le travail à temps partiel. Les auteurs indiquent lôimpossibilité de dresser un tableau exhaustif des évolutions dôaucun de ces trois phénomènes au cours du siècle. Partant de ce constat, côest à lôhistoire de « la façon de compter » (p. 105) quôelles sôattachent dans cette partie. Mais, au-delà des problèmes liés à la recension de ces phénomènes, côest la question plus générale du statut de lôemploi des femmes qui est soulevée, et plus fondamentalement celle « de lôautonomie économique des femmes » (p. 105) et des choix politiques qui sont à lôî uvre. Les auteures concluent cette partie en affirmant que chômage, sous-emploi et temps partiel sont des symptômes de la pénurie dôemplois, tout en mentionnant que « le travail à temps partiel pose un problème particulier » (p. 152) car « créé de toutes pièces pour elles (les femmes) ï du « sur mesure » en quelque sorte » (p. 152). Cette conclusion sans appel mériterait dôêtre nuancée, car comme le montrent un certain nombre de recherches sur cette forme de travail, réduire son temps de travail peut aussi être une aspiration, même si celle-ci peut paraître illégitime à certains.

La quatrième partie sôintéresse aux métiers et professions exercés par les femmes depuis 1901. Elle examine comment le déclin de lôagriculture a accompagné les mutations de lôactivité professionnelle et comment la croissance du secteur tertiaire a ouvert des opportunités dôemploi. En surfant sur les méandres des nomenclatures, cette partie propose une analyse fouillée de lôévolution des métiers traditionnellement féminins, la conquête par les femmes des professions jusque-là majoritairement masculines, et « lôexplosion » du tertiaire, que ce soit à travers lôessor des employées ou de celui des emplois de service aux personnes, ou encore de lôaugmentation du nombre de cadres. Les auteurs mettent lôaccent sur la recomposition des inégalités entre femmes et hommes qui ont accompagné lôévolution des métiers. Ce faisant, elles interrogent les politiques dôégalité professionnelle qui ont fait de la mixité des emplois un thème majeur dôaction. Au vu de de la résistance de bastions féminins qui restent fermés aux hommes comme les métiers dôaccueil de la petite enfance, les assistantes sociales, les sages-femmes, les employées de maisoné elles dressent un bilan nuancé de ces politiques quand bien même elles ont aussi produit quelques résultats notoires.

Au total, lôentreprise consistant à « recompter » le travail des femmes depuis un siècle est assurément une entreprise réussie. La lecture de cet ouvrage est très stimulante, même pour le lecteur peu averti et peu familier des questions traitées ici. Côest aussi lôune des qualités majeures de lôouvrage dôêtre facilement accessible, de par le soin apporté à la rédaction, au style, à lôappareillage de notes et de références bibliographiques. La démonstration est plutôt convaincante même si certains points restent peu traités comme par exemple lôeffet des maternités sur la participation à lôemploi ou lôeffet des politiques familiales et dôaccueil des enfants sur la possibilité de combiner un emploi et des enfants. Si lôon peut sôaccorder sur le fait que le modèle familial de la mère au foyer sôest estompé au fil du temps dans les mentalités comme dans les faits, il nôen demeure pas moins que le nombre et lôâge des enfants, du dernier en particulier, restent des variables fortement discriminantes quant à la participation au marché du travail, autant que le niveau dôéducation, les formes dôemploi, ou la faible progression du partage des tâches domestiques et parentales. Outre cette réserve, on ne peut que recommander la lecture de cet ouvrage bien argumenté, bien documenté et stimulant sur un phénomène sociologique et économique majeur que constitue le travail des femmes, et les transformations qui lôont affecté depuis un siècle.

Marie-Thérèse Letablier,
directrice de recherche émérite au CNRS

Centre dôéconomie de la Sorbonne